



AUDIT – Auvergne Rhône Alpes

## **ASSOCIATION UNAPEI PAYS D'ALLIER**

SIEGE SOCIAL : 27, RUE DU 4 SEPTEMBRE

03000 - MOULINS

\* \* \*

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**



SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 40 000 €

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts-comptables de la région Auvergne-Rhône-Alpes et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon-Riom

SIEGE SOCIAL : 40 Avenue du Général de Gaulle – 03100 MONTLUÇON – 408 529 295 RCS Montluçon  
Tél. 04 70 05 32 00 – Fax : 04 70 05 19 93 – [www.groupechd.fr](http://www.groupechd.fr)

**UNAPEI PAYS D'ALLIER  
ASSOCIATION**

27 Rue du 4 Septembre

03000 MOULINS

\*\*\*\*\*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

\*\*\*\*\*

**Exercice clos au 31 DECEMBRE 2024**

\*\*\*\*\*

Aux Adhérents,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association UNAPEI PAYS D'ALLIER, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que les résultats des établissements au 31 décembre 2024, sous contrôle des tiers financeurs, ont un caractère provisoire dans l'attente des décisions des administrations de contrôle.

Nous vous précisons que nos contrôles ne s'étendent pas aux comptes administratifs présentés aux administrations de contrôle des différents établissements (et services) et ne concernent pas le bilan et le compte de résultat de chaque établissement.

De plus, toujours sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons également votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe des comptes annuels :

- La note Événements au niveau des établissements concernant la création d'une UEMA rattachée à l'IME le Rocher Fleuri de Montluçon et la création d'un restaurant au centre-ville de Moulins.
- La note Provisions règlementées et pour risques et charges apportant des précisions sur les mouvements de l'exercice ;
- La note Résultat exceptionnel précisant le remboursement de taxes fiscales ;
- La note Engagements de retraite et avantages assimilés indiquant le montant de l'engagement et le montant couvert par une provision pour charges.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Les comptes de votre Association sont la compilation de plusieurs structures selon la description faite dans la note « Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées » dans l'annexe des comptes annuels pages 6 et 7. Dans le cadre de nos appréciations des procédures de contrôle interne à l'établissement des comptes, nous avons contrôlé les procédures de compilation des comptes et nous nous sommes assurés que l'exhaustivité des structures était prise en compte pour l'établissement des comptes annuels. Nous nous sommes assurés que les notes de l'annexe fournissent une information appropriée.
- Votre association comptabilise des fonds dédiés au passif de son bilan selon des modalités décrites dans la note 5.5.2 « Fonds dédiés » pages 20 et 21 de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue sur la base des éléments disponible à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.
- Toujours dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère approprié des principes comptables suivis par votre Association, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues par votre entité pour l'arrêté des comptes ainsi que la pertinence des informations fournies en annexe. Nous avons notamment vérifié la conformité de la présentation des fonds associatifs avec la réglementation sectorielle et avec les décisions des autorités de tarification. Nous avons en particulier contrôlé, au passif du bilan et dans les tableaux de l'annexe, que la répartition entre fonds de la gestion propre et fonds de la gestion contrôlée était correcte.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association « UNAPEI PAYS D'ALLIER » à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 24/04/2025.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à MONTLUCON,  
Le 12 Juin 2025

Pour la SARL CHD AUDIT Auvergne-Rhône-Alpes  
Jean-Bernard BLAITEAU  
Commissaire aux comptes associé



ACTIF		Arrêté au 31/12/2024			31/12/2023
		Durée 12 mois			12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
<b>Actif Immobilisé</b>					
<b>Immobilisations Incorporelles</b>					
Frais d'établissement		403 513,38	-402 846,00	667,38	667,38
Frais de recherche et développement		36 307,24	-36 307,24		
Donations temporaires d'usufruits					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs		229 801,46	-158 874,76	70 926,70	79 333,38
Autres Immobilisations incorporelles		65 000,00		65 000,00	
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations Corporelles</b>					
Terrains		1 499 426,11	-235 341,93	1 264 084,18	1 264 477,26
Constructions		48 316 822,43	-28 081 210,84	20 235 611,59	22 126 028,49
Installations techniques matériel et outillage		7 676 410,83	-5 894 915,16	1 781 495,67	1 499 098,17
Autres immobilisations corporelles		16 126 285,17	-15 192 916,89	933 368,28	506 188,29
Immobilisations corporelles en cours		1 954 603,49		1 954 603,49	406 235,23
Avances et acomptes		35 603,31		35 603,31	
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<b>Immobilisations Financières</b>					
Participations et Créances rattachées		200 121,71		200 121,71	200 121,71
Autres titres Immobilisés		1 065,15		1 065,15	1 045,65
Autres		33 789,14		33 789,14	22 223,18
<b>TOTAL I</b>		<b>76 578 749,42</b>	<b>-50 002 412,82</b>	<b>26 576 336,60</b>	<b>26 105 418,74</b>
<b>Comptes de Liaison</b>					
<b>Comptes de Liaison</b>					
<b>TOTAL II</b>					
<b>Actif Circulant</b>					
<b>Stocks et en cours</b>					
Stocks et en cours		234 368,35	-684,91	233 683,44	244 508,21
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>					
Avances et acomptes versés sur commandes					13 219,12
<b>Créances</b>					
Créances redevables usagers et comptes rattachés		3 770 464,85	-101 888,50	3 668 576,35	3 482 270,59
Créances reçues par legs ou donations					
Autres		1 721 301,73		1 721 301,73	1 207 057,72
<b>Valeurs mobilières de placement</b>					
Valeurs mobilières de placement		6 091 140,00		6 091 140,00	6 941 140,00
<b>Instruments de trésorerie</b>					
Instruments de trésorerie					
<b>Disponibilités</b>					
Disponibilités		17 813 189,69		17 813 189,69	15 256 241,82
<b>Charges constatées d'avance</b>					
Charges constatées d'avance		67 812,24		67 812,24	72 941,85
Charges à répartir sur plusieurs exercices		24 982,65		24 982,65	28 551,60
<b>TOTAL III</b>		<b>29 723 259,51</b>	<b>-102 573,41</b>	<b>29 620 686,10</b>	<b>27 245 930,91</b>
<b>Frais d'émission des emprunts</b>					
<b>Frais d'émission des emprunts</b>					
<b>TOTAL IV</b>					
<b>Prime de remboursement des emprunts</b>					
<b>Primes de remboursement des emprunts</b>					
<b>TOTAL V</b>					
<b>Ecart de conversion Actif</b>					

CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

21/03/2025 08:55:37 Edition du bilan v 1.2



P A S S I F		Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois	31/12/2023 12 mois
<b>Fonds propres</b>			
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>			
Fonds propres statutaires		1 729 844,15	1 729 844,15
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>			
<b>Ecart de réévaluation</b>			
<b>Réserves</b>			
Réserves pour projet de l'entité		7 122 767,40	6 390 112,88
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		15 114 080,73	14 255 089,14
Autres réserves		15 114 080,73	14 255 089,14
<b>Report à nouveau</b>			
Report à nouveau		-2 315 514,23	-2 381 188,90
dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-1 601 971,94	-1 636 442,97
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>			
Excédent ou déficit de l'exercice		2 878 176,57	1 657 320,78
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales			
<b>Situation nette (sous-total)</b>			
Situation nette (sous-total)		24 529 354,62	21 651 178,05
<b>Fonds propres consommables</b>			
<b>Subventions d'investissement</b>			
Subventions d'investissement		4 270 380,58	4 537 005,67
<b>Provisions réglementées</b>			
Provisions réglementées		1 121 289,89	1 146 956,76
<b>TOTAL I</b>		<b>29 921 025,09</b>	<b>27 335 140,48</b>
<b>Fonds reportés et dédié:</b>			
<b>Fonds reportés liés aux legs et donation</b>			
Fonds reportés liés aux legs et donation		104 323,96	116 489,76
<b>Fonds dédiés</b>			
Fonds dédiés		3 221 175,53	3 270 109,12
<b>TOTAL II</b>		<b>3 325 499,49</b>	<b>3 386 598,88</b>
<b>Comptes de Liaison</b>			
<b>Comptes de Liaison</b>			
<b>TOTAL III</b>			
<b>Provisions</b>			
<b>Provisions pour risques</b>			
Provisions pour risques		502 043,91	452 827,32
<b>Provisions pour charges</b>			
Provisions pour charges		998 127,29	965 042,33
<b>TOTAL IV</b>		<b>1 500 171,20</b>	<b>1 417 869,65</b>
<b>Dettes</b>			
<b>Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif)</b>			
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		14 830 242,79	15 926 486,55
<b>Emprunts et dettes financières diverses</b>			
Emprunts et dettes financières diverses		32 250,00	43 000,00
<b>Avances et acomptes sur commandes</b>			
Avances et acomptes sur commandes			
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 084 245,96	931 957,60
<b>Dettes des legs ou donations</b>			
Dettes des legs ou donations			
<b>Dettes fiscales et sociales</b>			
Dettes fiscales et sociales		3 400 997,11	3 444 439,53
<b>Dettes sur immobilisations, comptes rattachés</b>			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		62 090,05	
<b>Autres dettes (d'exploitation)</b>			
Autres dettes (d'exploitation)		917 648,93	804 148,06
<b>Instruments de trésorerie</b>			
Instruments de trésorerie			
<b>Produits constatés d'avance</b>			
Produits constatés d'avance		122 852,08	61 708,90
<b>TOTAL V</b>		<b>21 450 326,92</b>	<b>21 211 740,64</b>
<b>Ecarts de conversion Passif</b>			
<b>Ecarts de conversion Passif</b>			
<b>TOTAL VI</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>56 197 022,70</b>	<b>53 351 349,65</b>

CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

# Compte de résultat

Unapei PAYS D'ALLIER

	Arrêté au : 31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Produit d'exploitation</b>						
Cotisations	52 270,00	0,14	44 647,96	0,13	7 622,04	17,07
Ventes de biens	1 125 398,41	3,09	1 217 466,09	3,47	-92 067,68	-7,56
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	5 261 440,16	14,43	4 741 419,14	13,52	520 021,02	10,97
-dont parrainages						
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>6 386 838,57</b>	<b>17,52</b>	<b>5 958 885,23</b>	<b>16,99</b>	<b>427 953,34</b>	<b>7,18</b>
Concours publics et subvt <sup>e</sup> exploitation	36 449 479,54	100,00	35 072 246,17	100,00	1 377 233,37	3,93
Subventions d'exploitation	57 491,86	0,16	76 716,15	0,22	-19 224,29	-25,06
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie	11 552,00	0,03	13 652,85	0,04	-2 100,85	-15,39
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>11 552,00</b>	<b>0,03</b>	<b>13 652,85</b>	<b>0,04</b>	<b>-2 100,85</b>	<b>-15,39</b>
Contributions financières						
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>36 518 523,40</b>	<b>100,19</b>	<b>35 162 615,17</b>	<b>100,26</b>	<b>1 355 908,23</b>	<b>3,86</b>
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	1 383 683,48	3,80	1 180 809,42	3,37	202 874,06	17,18
Utilisations des fonds dédiés	410 736,00	1,13	421 012,12	1,20	-10 276,12	-2,44
Autres produits	6 081 389,67	16,68	6 003 373,59	17,12	78 016,08	1,30
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
<b>PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I</b>	<b>50 833 441,12</b>	<b>139,46</b>	<b>48 771 343,49</b>	<b>139,06</b>	<b>2 062 097,63</b>	<b>4,23</b>
<b>Charges d'exploitation</b>						
Achats de marchandises	975 192,08	2,68	1 035 421,26	2,95	-60 229,18	-5,82
Variation de stocks	30 681,15	0,08	-36 162,46	-0,10	66 843,61	-184,84
Autres achats et charges externes	10 809 192,39	29,66	9 639 118,24	27,48	1 170 074,15	12,14
Impôts, taxes et versements assimilés	2 142 464,56	5,88	2 317 308,64	6,61	-174 844,08	-7,55
Salaires et traitements	25 013 233,17	68,62	24 376 532,26	69,50	636 700,91	2,61
Charges sociales	6 675 751,48	18,32	6 594 648,04	18,80	81 103,44	1,23
Dotations aux amortissements	2 680 818,17	7,35	2 919 502,93	8,32	-238 684,76	-8,18
Autres charges	69 326,85	0,19	27 981,96	0,08	41 344,89	147,76
Dotations aux provisions	334 786,80	0,92	393 193,17	1,12	-58 406,37	-14,85
Report en fonds dédiés	209 343,84	0,57	245 579,75	0,70	-36 235,91	-14,76
Aides financières						
<b>CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II</b>	<b>48 940 790,49</b>	<b>134,27</b>	<b>47 513 123,79</b>	<b>135,47</b>	<b>1 427 666,70</b>	<b>3,00</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 892 650,63</b>	<b>5,19</b>	<b>1 258 219,70</b>	<b>3,59</b>	<b>634 430,93</b>	<b>50,42</b>
<b>Produits financiers</b>						
Produits financiers de participations			40,00	0,00	-40,00	-100,00
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	20,42	0,00			20,42	
Autres intérêts et produits assimilés	580 710,07	1,59	370 735,69	1,06	209 974,38	56,64
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P.						
<b>PRODUITS FINANCIERS TOTAL III</b>	<b>580 730,49</b>	<b>1,59</b>	<b>370 775,69</b>	<b>1,06</b>	<b>209 954,80</b>	<b>56,63</b>
<b>Charges financières</b>						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	416 845,34	1,14	438 050,74	1,25	-21 205,40	-4,84
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
<b>CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV</b>	<b>416 845,34</b>	<b>1,14</b>	<b>438 050,74</b>	<b>1,25</b>	<b>-21 205,40</b>	<b>-4,84</b>
<b>RESULTATS FINANCIERS</b>	<b>163 885,15</b>	<b>0,45</b>	<b>-67 275,05</b>	<b>-0,19</b>	<b>231 160,20</b>	<b>-343,60</b>
<b>RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS</b>	<b>2 056 535,78</b>	<b>5,64</b>	<b>1 190 944,65</b>	<b>3,40</b>	<b>865 591,13</b>	<b>72,68</b>
<b>Produits exceptionnels</b>						
Sur opération de gestion	794 108,88	2,18	272 254,65	0,78	521 854,23	191,68
Sur opération en capital	367 900,67	1,01	280 053,72	0,80	87 846,95	31,37
Reprises/provisions et transfert de char	48 225,56	0,13	54 477,54	0,16	-6 251,98	-11,48
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V</b>	<b>1 210 235,11</b>	<b>3,32</b>	<b>606 785,91</b>	<b>1,73</b>	<b>603 449,20</b>	<b>99,45</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>						
Sur opération de gestion	75 282,08	0,21	72 191,66	0,21	3 090,42	4,28
Sur opération en capital	170 000,00	0,47	323,15	0,00	169 676,85	
Dotations aux amortissements et aux prov.	22 558,69	0,06	23 001,97	0,07	-443,28	-1,93
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI</b>	<b>267 840,77</b>	<b>0,73</b>	<b>95 516,78</b>	<b>0,27</b>	<b>172 323,99</b>	<b>180,41</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>942 394,34</b>	<b>2,59</b>	<b>511 269,13</b>	<b>1,46</b>	<b>431 125,21</b>	<b>84,32</b>
Participation des salariés						

CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes  
Société à Responsabilité Limitée  
10, av. du Général de Gaulle  
03100 MONTLUÇON

# Compte de résultat

Unapei PAYS D'ALLIER

Arrêté au :						
31/12/2024			31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII</b>						
Impôts sur les bénéfices	64 719,00	0,18	44 893,00	0,13	19 826,00	44,16
<b>TOTAL VIII</b>	<b>64 719,00</b>	<b>0,18</b>	<b>44 893,00</b>	<b>0,13</b>	<b>19 826,00</b>	<b>44,16</b>
<b>PRODUITS</b>	<b>52 624 406,72</b>	<b>144,38</b>	<b>49 748 905,09</b>	<b>141,85</b>	<b>2 875 501,63</b>	<b>5,78</b>
<b>CHARGES</b>	<b>49 690 195,60</b>	<b>136,33</b>	<b>48 091 584,31</b>	<b>137,12</b>	<b>1 598 611,29</b>	<b>3,32</b>
<b>Total XI</b>						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs	-11 439,42	-0,03			-11 439,42	
Eng. à réaliser sur ressources affectées	67 473,97	0,19			67 473,97	
<b>TOTAL XI</b>	<b>56 034,55</b>	<b>0,15</b>			<b>56 034,55</b>	
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>2 878 176,57</b>	<b>7,90</b>	<b>1 657 320,78</b>	<b>4,73</b>	<b>1 220 855,79</b>	<b>73,66</b>
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

# Compte de résultat

Unapei PAYS D'ALLIER

Arrêté au :	31/12/2024	31/12/2023	Variation
	Montant	Montant	Montant
	%	%	%

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

### Contributions Produits

Dons en nature

Prestation en nature

Bénévolat

### CONTRIBUTIONS PRODUITS

### Contributions Charges

Secours en nature

Mises à disposition gratuite de biens et services

Prestations en nature

Personnel bénévole

### CONTRIBUTIONS CHARGES

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

# Annexe aux Comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2024

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**  
Société à Responsabilité Limitée  
40, av. du Général de Gaulle  
03100 MONTLUÇON  
Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93  
SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

## Table des matières

1	Objet social	5
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	6
3	Faits caractéristiques d'importance significative	7
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
3.1.1	Nouvelle réglementation comptable	7
3.1.2	Evènements au niveau des établissements	7
3.1.3	Information au titre de l'impact de l'épidémie de COVID 19	7
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
4	Principes et méthodes comptables	7
4.1	Principes généraux	7
4.1.1	Changement de méthode comptable	8
4.1.2	Changements d'estimation	8
4.1.3	Corrections d'erreurs	8
4.2	Dérogations	8
4.3	Principales méthodes	8
4.4	Méthode de globalisation	8
5	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	8
5.1	Actif immobilisé	9
5.1.1	Etat de l'actif immobilisé	10
5.1.1.1	Aménagement du cadre général colonne B	10
5.1.1.2	Aménagement du cadre général colonne C	11
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	11
5.1.2.1	Aménagement du cadre général colonne B	11
5.1.2.2	Aménagement du cadre général colonne C	12
5.1.3	Immobilisations financières	12
5.1.4	Amortissements dérogatoires	12
5.2	Actif circulant	12
5.2.1	Etat des stocks	12
5.2.2	Précisions sur d'autres créances	13
5.2.2.1	Charges constatées d'avance	13
5.2.2.2	Charges à répartir sur plusieurs exercices	13
5.3	Actif circulant / dépréciations	13
5.4	Fonds propres	14
5.4.1	Tableau de variation des fonds propres	14
5.4.1.1	Fonds propres sans droit de reprise	16
5.4.2	Réserves	16
5.4.3	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée	16
5.4.4	L'excédent ou le déficit de l'entité gestionnaire	17
5.4.5	Subventions d'investissement	17
5.4.6	Provisions réglementées	19

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

5.5	Fonds reportés et dédiés	20
5.5.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	20
5.5.2	Fonds dédiés	20
5.6	Dettes	22
5.6.1	Emprunts et autres dettes assimilées	22
5.6.2	Précisions sur d'autres dettes	22
5.6.2.1	Produits constatés d'avance	22
5.7	Etat des échéances des créances et de dettes	22
6.	Informations relatives au compte de résultat	23
6.1	Résultats par activité ou établissement	23
6.2	Passage du résultat comptable au résultat administratif	25
6.3	Produits du compte de résultat	26
6.3.1	Cotisations sans contrepartie	26
6.3.2	Ventes de biens et services	26
6.3.3	Produits de tiers financeurs	26
6.3.3.1	Concours publics	26
6.3.3.2	Subventions	26
6.3.3.3	Ressources liées à la générosité du public	27
6.3.4	Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts	28
6.3.5	Utilisation des fonds dédiés	28
6.3.6	Autres produits	28
6.4	Charges de compte de résultat	28
6.4.1	Achats de marchandises et variations des stocks	29
6.4.2	Autres achats et charges externes	29
6.4.3	Impôts, taxes et versements assimilés	29
6.4.4	Salaires et traitements, charges sociales	29
6.4.5	Dotations aux amortissements	29
6.4.6	Autres charges	29
6.4.7	Dotation aux provisions	29
6.4.8	Report en fonds dédiés	30
6.5	Résultat financier	30
6.6	Résultat exceptionnel	30
6.7	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature	31
6.7.1	Autres informations sur le contenu de postes de bilan et compte de résultat	31
6.7.1.1	Honoraires des commissaires aux comptes	31
7.	Informations relatives à la fiscalité	32
7.1	Impôts sur les bénéfices	32
8.	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	32
8.1	Informations relatives aux dirigeants	32
9.	Informations relatives à l'effectif	32
10.	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	32



10.1	Engagements financiers	32
10.2	Engagements de retraites et avantages assimilés	33
10.3	Evènements postérieurs à la clôture	33
11.	Informations relatives aux opérations de nature spécifique	33
11.1	Informations sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)	33



## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Œuvrer pour les personnes en situation de handicap mental, avec ou sans troubles associés, du plus jeune âge à la fin de vie, et favoriser leur insertion dans la société sur les plans ; scolaire, professionnelle, de l'hébergement et des loisirs. Elle couvre toutes les tranches d'âge et tous les degrés de handicap.

*L'Association se propose de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour :*

- La représentation et la défense morale et matérielle des personnes handicapées ;
  - Favoriser leur plein épanouissement, leur permettre d'accéder, grâce à un accompagnement de qualité, à une autonomie personnelle et à une vie sociale, préservant le lien avec les familles et la proximité géographique ;
  - Développer leur potentiel à tous les niveaux, et notamment leur permettre d'exercer, en fonction de leurs capacités, un parcours scolaire et/ou une activité professionnelle ;
  - Leur proposer des solutions de logement en fonction de leurs capacités et acquérir ou louer les immeubles nécessaires ;
  - Leur apporter une sécurité et un confort de vie maximal, tout au long de leur vie.
- Gérer les établissements et services sociaux et médico-sociaux en :
    - Créant et gérant les établissements et services nécessaires à l'Education, à la mise au travail dans le cadre d'activités économiques, à l'hébergement, à l'insertion sociale et professionnelle, à l'accompagnement, aux loisirs, à l'accueil et l'hébergement des personnes handicapées intellectuelles ;
    - Veillant, en tout état de cause à apporter une réponse de proximité, équitable et adaptée aux besoins constatés dans les territoires couverts par son champ d'action ;

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

- Regroupant les moyens d'intérêts communs à l'ensemble de ces établissements, afin de partager les compétences, faire des économies d'échelle, mettre en place des outils performants, échanger sur les pratiques professionnelles pour partager les meilleures et améliorer la qualité de la prise en charge des personnes handicapées, optimiser la gestion de son patrimoine ;
  - Assistant ou en coopérant avec d'autres Associations médico-sociales dans le cadre de la mutualisation des moyens ainsi que pour le développement de nouveaux services ;
- Favoriser la promotion des personnes en situation de handicap mental, en s'intéressant, directement ou indirectement et par tout moyen approprié, à toute activité - éducative, culturelle, sportive, sociale, économique - susceptible, par son objet ou sa réalisation, de favoriser in fine le bon fonctionnement, la pérennité ou le développement d'actions engagées au profit des personnes handicapées.
  - Rassembler, aider et soutenir les familles ayant ou ayant eu à leur charge un enfant, adolescent ou adulte en situation de handicap mental et leur donner les moyens d'exercer pleinement leur responsabilité.
  - Représenter, toutes les fois qu'une action collective doit être exercée, l'ensemble des parents et amis des personnes en situation de handicap mental ainsi que ces personnes elles-mêmes et défendre leurs intérêts individuels et collectifs.
  - Organiser des manifestations exceptionnelles de soutien afin de contribuer financièrement au bien-être et aux loisirs des personnes en situation de handicap mental. L'UNAPEI Pays d'Allier est indépendante de toute doctrine politique, religieuse ou ethnique.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les comptes annuels de l'Unapei PAYS D'ALLIER, en 2024, regroupent 54 structures comptables réparties sur les secteurs de Moulins et Montluçon (dont 7 en gestion propre).

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

Annexe page 6

Toutes les structures de l'association clôturent au 31 décembre.

Chacune de ces 54 structures dispose d'une comptabilité séparée, qui fait ensuite l'objet d'un regroupement pour former le bilan général et le compte de résultat général de l'association.

Toutefois, certains flux internes sont éliminés des comptes annuels : il s'agit des comptes de liaison (comptes réciproques) qui retracent principalement les créances et les dettes des différentes structures vis-à-vis des sièges ainsi que les frais de siège facturés aux établissements. Les opérations internes inscrites au compte de résultat ont été éliminées dans le périmètre consolidé de l'Unapei PAYS D'ALLIER.

### **3 Faits caractéristiques d'importance significative**

#### **3.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

##### **3.1.1 Evènements au niveau des établissements**

L'association a créé deux nouvelles structures. La première en gestion contrôlée au 1<sup>er</sup> novembre 2024 à savoir une « UEMA » rattachée à l'IME le Rocher Fleuri de Montluçon sous financement A.R.S. La deuxième en gestion propre suite à l'achat d'un fonds de commerce d'un restaurant au centre-ville de Moulins au 12-04-2024 qui ouvrira après travaux en juin 2025 sous le nom « L'INSTANT GOURM'HAND »

#### **3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

### **4 Principes et méthodes comptables**

#### **4.1 Principes généraux**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 (modifié par le règlement ANC 2020-08) et, à d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Compte tenu de ses activités réalisées dans le secteur médico-social, l'association applique, en complément, le règlement ANC 2019-04

La présentation des comptes est conforme à l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du 1 de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.

#### **4.1.1 Changement de méthode comptable**

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

#### **4.1.2 Changement d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **4.1.3 Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

#### **4.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

#### **4.3 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

#### **4.4 Méthodes de globalisation**

La méthode suivante est retenue pour l'arrêté des comptes :

- Uniformisation des plans comptables et des méthodes au niveau de chaque service intégré
- Sommation des comptes au niveau de chaque service intégré
- Présentation des comptes globalisés de l'Association

### **5 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait des événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou les particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou donations sont comptabilisées :

- Dans le compte « créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transferts des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être vendus.

## **5.1 Actif immobilisé**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale
- Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

### 5.1.1 Etat de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	678 762,68	77 449,00	21 589,60	734 622,08
Immobilisations corporelles	72 229 917,50	1 844 552,00	455 524,96	73 618 944,54
En-cours immobilisations	406 235,23	1 548 368,26	0,00	1 954 603,49
Avances et acomptes	0,00	35 603,31	0,00	35 603,31
Immobilisations financières	223 390,54	11 585,46	0,00	234 976,00
<b>TOTAL</b>	<b>73 538 305,95</b>	<b>3 517 558,03</b>	<b>477 114,56</b>	<b>76 578 794,42</b>

#### 5.1.1.1 Aménagement du cadre général – Développement colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles	-	-	77 449,00	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	1 844 552,00	-	-
En-cours immobilisations	-	-	1 548 368,26		
Avances et acomptes	-	-	35 603,31	-	-
Immobilisations financières	-	-	11 585,46	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 517 558,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



### 5.1.1.2 Aménagement du cadre général – Développement colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	21 589,60
Immobilisations corporelles	195 822,00	-	39 353,17	-	220 349,79
En-cours immobilisations	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>195 822,00</b>	<b>0,00</b>	<b>39 353,17</b>	<b>0,00</b>	<b>241 939,39</b>

### 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisés

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	598 761,92	20 855,68	21 589,60	598 028,00
Immobilisations corporelles	46 834 125,29	2 659 962,49	89 702,96	49 404 384,282
<b>TOTAL</b>	<b>47 432 887,21</b>	<b>2 680 818,17</b>	<b>111 292,56</b>	<b>50 002 412,82</b>

#### 5.1.2.1 Aménagement du cadre général – Développement colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	-	20 855,68	-	-
Immobilisations corporelles	-	2 659 962,49	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>2 680 818,17</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

Annexe page 11

### 5.1.2.2 Aménagement du cadre général – Développement colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles	-	-	21 589,60
Immobilisations corporelles	-	39 353,17	50 349,79
<b>TOTAL</b>	-	<b>39 353,17</b>	<b>71 939,39</b>

### 5.1.3 Immobilisations financières

Les parts sociales sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à la valeur d'apport. Les rémunérations des parts sociales sont comptabilisées en produits ou réinvesties.

### 5.1.4 Amortissements dérogatoires

Pour le calcul des amortissements, les biens immobiliers font l'objet d'une décomposition en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Pour les biens issus de l'APEAH, l'impact est comptabilisé en résultat d'exploitation alors que pour les biens issus de L'ENVOL la différence entre les durées d'usage et les durées d'utilisation prévues est constatée dans les amortissements dérogatoires (résultat exceptionnel). Le mouvement des amortissements dérogatoires, au cours de l'exercice, est le suivant :

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Amortissements dérogatoires	503 706,09	22 558,69	48 225,56	478 039,22

## 5.2 Actif circulant

### 5.2.1 Etat des stocks

La valeur brute des stocks est déterminée de la façon suivante :

- Matières premières et approvisionnements : valorisation selon le dernier prix d'achat
- Produits intermédiaires et finis : valorisation selon le coût de production
- Marchandises : valorisation selon le dernier prix d'achat

La dépréciation de stock correspond à des montres connectées sur la totalité de leur valeur. Cette dernière est reprise au fur et à mesure des ventes réalisées.

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z



Catégories des stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	208 751,67	684,91	208 066,76
Produits finis	25 616,68	-	25 616,68
<b>TOTAL</b>	<b>234 368,35</b>	<b>684,91</b>	<b>233 683,44</b>

### 5.2.2 Précisions sur d'autres créances

La subvention liée aux fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) numérique a été comptabilisée dans son intégralité soit 250 000 € dont 50 000 € en subvention à recevoir.

#### 5.2.2.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance se montent à 67 812.24 € et n'imposent pas de commentaires particuliers. Elles ne concernent que des charges d'exploitation et ne nécessitent pas de commentaires particuliers

#### 5.2.2.2 Charges à répartir sur plusieurs exercices

Les charges à répartir sur plusieurs exercices sont de 24 982.65 € et correspondent à l'assurance dommage ouvrage du nouvel ESAT RIVE GAUCHE reprise sur 10 ans.

### 5.3 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	A	B	C	D
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	684,91	-	684,91
Clients	105 821,32	76 823,11	80 755,93	101 888,50
Autres	-	-	-	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>105 821,32</b>	<b>77 508,02</b>	<b>80 755,93</b>	<b>102 573,41</b>

## **5.4 Fonds propres**

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### **5.4.1 Tableau de variation des fonds propres**

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 729 844,15				1 729 844,15
Réserves	20 645 202,02	1 591 646,11	1 878 502,80	286 856,69	22 236 848,13
Report à nouveau	-2 381 188,90	65 674,67	165 032,91	99 358,24	-2 315 514,23
Excédent ou déficit de l'exercice	1 657 320,78	-1 657 320,78	2 878 176,57	1 657 320,78	2 878 176,57
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>21 651 178,05</b>	<b>0,00</b>	<b>4 921 712,28</b>	<b>2 043 535,71</b>	<b>24 529 354,62</b>
Subventions d'investissement	4 518 797,07		17 853,00	277 477,94	4 259 172,13
Subventions taxe apprentissage	18 208,60			7 000,15	11 208,45
Provisions réglementées	1 146 956,76		22 558,69	48 225,56	1 121 289,89
<b>TOTAL</b>	<b>27 335 140,48</b>	<b>0,00</b>	<b>4 962 123,97</b>	<b>2 376 239,36</b>	<b>29 921 025,09</b>

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

#### **5.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise**

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par les apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

#### **5.4.2 Réserves**

Les réserves s'élèvent à 22 236 848.13 € contre 20 645 202.02 € l'exercice précédent.

Le commentaire infra-règlementaire IR3 de l'article 141-1 (nomenclature des comptes) du règlement n°2019-04, ainsi que le plan comptable applicable aux ESMMS relevant de l'article L312-1 du CASF prévu par l'arrêté du 22 décembre 2008, prévoient la possible création pour les entités gestionnaires de comptes de suivi adapté. L'arrêté du 22/12/2008 liste par exemple les sous-comptes de « Autres réserves » suivants :

- Réserves des plus-values nettes
- Réserve de propre assureur
- Excédents affectés à l'investissements
- Excédents affectés à l'investissements d'un CPOM prévu par l'article R314643-1 du CASF
- Excédents affectés à la couverture d'un besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie)
- Réserve de compensation des déficits
- Excédent affecté en réserve de compensation de charges d'amortissement

#### **5.4.3 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée**

Quel que soit le mode de suivi ESSMS, l'affectation du résultat est contrainte par le CASF. En outre, les fonds propres de l'entité gestionnaire afférents à ces ESMMS et les subventions octroyées à l'ESMMS par l'autorité administrative sont restituables à celles-ci en cas de fermeture de l'établissement (Art L.313-19, CASF)

« Le report à nouveau sous gestion contrôlée » par des tiers financeurs est constitué des résultats réalisés sur des projets passés (résultats d'établissements, de programmes) qui sont pris en considération par les organismes de financement pour déterminer le montant des ressources à attribuer pour les exercices suivants. Il fait l'objet d'une ventilation par exercice.

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans les comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée.
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R.314-52 ou de l'article R.314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)	713 542,29	
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :	1 601 971,94	
· Charges et produits dont la prise en compte est acceptée	418 379,25	640 640,26
· Charges et produits dont la prise en compte est différée	1 261 231,67	59 922,00
· Charges et produits dont la prise en compte est refusée	622 923,28	
<b>Solde</b>	<b>2 302 534,20</b>	<b>700 562,26</b>

#### 5.4.4 L'excédent ou le déficit de l'entité gestionnaire

Le CASF fixe les règles.

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N
Résultat comptable	2 878 176,57
Reprises du résultat antérieur (en + ou en -)	- 164 349,79
= Excédent ou déficit effectif global	2 713 826,78
Dont résultat effectif sous gestion propre	1 134 198,61
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	1 579 628,17

#### 5.4.5 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

A compter de la première application du règlement 2018-06, les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribuées à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation des fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1<sup>er</sup> exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

### Tableau des subventions d'investissements

Subventions d'investissement	Montant global à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Montant global
<b>Montant nominal :</b>				
Affectées à des biens non renouvelables	5 716 890,86	0,00	0,00	5 716 890,86
Affectées à des biens renouvelables	858 544,46	17 853,00	3 775,00	872 622,46
<b>TOTAL</b>	<b>6 575 435,32</b>	<b>17 853,00</b>	<b>3 775,00</b>	<b>6 589 513,32</b>
<b>Quotes-parts virées au résultat :</b>				
Affectées à des biens non renouvelables	- 1 632 178,13	0,00	234 062,31	-1 866 240,44
Affectées à des biens renouvelables	-406 251,52	3 775,00	50 415,78	-452 892,30
<b>TOTAL</b>	<b>-2 038 429,65</b>	<b>3 775,00</b>	<b>284 478,09</b>	<b>-2 319 132,74</b>
<b>CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes</b> Montant net en fonds propres	<b>4 537 005,67</b>	<b>21 628,00</b>	<b>288 253,09</b>	<b>4 270 380,58</b>

#### 5.4.6 Provisions réglementées

Sont comptabilisés en amortissement dérogatoire, provisions réglementées, par notre entité gestionnaire la différence entre l'amortissement pratiquée dans le compte administratif des ESSMS gérées et l'amortissement courant comptabilisé en moins de l'actif par notre entité (Article 121-1).

(Article 131-3) Notre entité gestionnaire comptabilise (dotations) les provisions réglementées suivantes lorsqu'elles sont pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS gérées :

- Provisions pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS (réserve de trésorerie)
- Provisions afférentes aux plus-values nettes de cessions d'actifs (immobilisés, circulants) des ESSMS
- Provisions pour produits financiers des ESSMS (placements possibles de trésorerie EESMS sans risque de dépréciation), dotation contrepartie des produits financiers.

**Tableau de variation des provisions réglementées et pour risques et charges**

Rubriques	Montant global à l'ouverture	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentation	Diminution	Montant global
Provisions règlementées	1 146 956,76	22 558,69	48 225 ,56	1 121 289,89
Provisions pour risques	452 827,32	100 000,00	50 783,41	502 043,91
Provisions pour charges	965 042,33	157 963,69	124 878,73	998 127,29

Les mouvements liés aux provisions règlementées correspondent aux traitements des amortissements dérogatoires.

La hausse de 100 k€ des provisions pour risques correspond à un litige au conseil des prud'hommes sur l'IME le Rocher Fleuri. La diminution de 51 k€ est liée à des reprises de provision concernant des dénouements prud'homaux. Ce solde de 502 k€ sera repris au fur et à mesure des traitements des différents dossiers en attente de jugement.



Les provisions pour charges sont essentiellement composées des indemnités de départ en retraite (801 942,64 €). Les provisions de l'exercice et les reprises sont liées aux ajustements des indemnités de départ en retraite.

## 5.5 Fonds reportés et dédiés

### 5.5.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation des legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés ».

Situations et mouvements	A	B	C	D
Fonds reportés liés aux legs et donations	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Trail du Sancy	128,19	0,00	128,19	0,00
Santé mentale SISIM	2 702,32	0,00	529,00	2 173,32
Don Mme FARGIN	3 069,00	0,00	613,80	2 455,20
Legs Mme TAIS	99 310,64	0,00	0,00	99 310,64
Don IUT projet patio	577,20	0,00	192,40	384,80
Ultra-défi GR30	10 702,41	0,00	10 702,41	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>116 489,76</b>	<b>0,00</b>	<b>12 165,80</b>	<b>104 323,96</b>

### 5.5.2 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les produits au compte de résultat.

L'article L13-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais, à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions sont prévues à l'article L132-1 du règlement ANC n°2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarifications suivantes :



- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision règlementée dans comptes administratifs) ;  
**En l'application de l'article 132-1, le solde du compte de provision règlementée pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent l'exercice de première application du présent règlement a été transféré au compte de fonds dédiés concerné à l'ouverture du premier exercice d'application du présent règlement.**
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Fonds dédiés	Montant global à l'ouverture	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentation	Diminution	Montant global
Fonds dédiés à l'investissement	2 766 393,96	1 575,00	39 530,66	2 728 438,30
Fonds dédiés à l'exploitation	172 679,13	66 507,97	71 990,07	167 197,03
Fonds dédiés CRETON	296 123,92	149 434,66	205 131,79	240 426,79
Fonds dédiés sur contributions financières	1 950,00	0,00	850,00	1 100,00
Fonds dédiés sur ressources générosité public	32 962,11	59 300,18	8 248,88	84 013,41
<b>TOTAL</b>	<b>3 270 109,12</b>	<b>276 817,81</b>	<b>325 751,40</b>	<b>3 221 175,53</b>

## **5.6 Dettes**

### **5.6.1 Emprunts et autres dettes assimilées**

Ce poste enregistre les emprunts obligataires visés à l'article L213-9 du code monétaire et financier.

### **5.6.2 Précisions sur d'autres dettes**

#### **5.6.2.1 Produits constatés d'avance**

A la clôture de l'exercice, la variation du poste par rapport à l'exercice précédent s'explique ainsi :

- Les produits de la taxe d'apprentissage non consommés s'élèvent à 92 961.61 € contre 60 614.90 € l'exercice précédent. Les encaissements 2024 s'élèvent à 32 346,71 € et il n'y a pas eu de reprise cet exercice.
- Les produits constatés d'avance liés à l'exploitation s'élèvent à 29 890.47 € contre 1 094.00 € en N-1 et ne nécessitent pas de commentaires particuliers.

## **5.7 Etat des échéances des créances et des dettes**

Les créances et les dettes sont classées selon la durée restant à courir jusqu'à leur échéance en distinguant d'une part les créances et les dettes à moins d'un an au plus et d'autre part les créances et les dettes à plus d'un an (Art.833-9 et 833-13-1), en distinguant pour les dettes celles à plus de cinq ans.

		Liquidité de l'actif				Degré d'exigibilité du passif		
			Plus d'1 an				Plus d'1 an, - 5 ans	
Créances	Montant brut	1 an au plus		Dettes	Montant brut	1 an au plus		à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires				
Créances rattachées à des participations	200 121,71	200 121,71		Autres emprunts obligataires				
Prêts				Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 830 242,79	1 085 968,10	4 363 329,87	9 380 944,82
Autres immobilisations	34 854,29	34 854,29		Emprunts et dettes financières divers	32 250,00	10 750,00	21 500,00	
Financières				Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 084 245,96	2 084 245,96		
Créances de l'actif circulant :				Dettes des legs ou donations				
Créances clients et comptes rattachés	3 770 464,85	3 770 464,85		Dettes fiscales et sociales	3 400 997,11	3 400 997,11		
Créances reçues par legs ou donations				Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	62 090,05	62 090,05		
Autres	1 721 301,73	1 721 301,73		Autres dette	917 648,93	917 148,06		
Charges constatées d'avance	67 812,24	44 371,04	23 441,20	Produits constatés d'avance	122 852,08	122 852,08		
Charges à répartir	24 982,65	3 568,95	21 413,70					
<b>TOTAL</b>	<b>5 819 537,47</b>	<b>5 774 682,57</b>	<b>44 854,90</b>	<b>TOTAL</b>	<b>21 450 326,92</b>	<b>7 684 552,23</b>	<b>4 384 829,87</b>	<b>9 380 944,82</b>
Prêts accordés en cours d'exercice				Emprunts souscrits en cours d'exercice	0,00			
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 106 993,76			

## 6. Informations relatives au compte de résultat

### 6.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<b>Gestion propre</b>		
Association		234 656,00
Association comptes annuels		167 642,70
ESAT Rive gauche production		252 877,82
Restaurant les Ecluses		157 349,48
ESAT les Ecluses production		85 934,13
ESAT Moulins production		97 128,37
Restaurant Moulins		108 641,87
ESAT Yzeure production		50 511,18
Restaurant l'instant Gourm'Hand	221 691,56	
APM		201 148,62
<b>Gestion sous contrôle de tiers financeurs</b>		
S.A.V.S. Montluçon		48 499,63
S.A.F.		16 099,01
F.A.M. l'EGLANTINE CD03	69 106,15	
F.A.M. l'EGLANTINE ARS	54 713,48	
IME "Le Rocher Fleuri"		117 177,86
ESAT RIVE GAUCHE Social		2 311,64
SAJ "Aline GAUDET"		73 060,10
ESAT "LES ECLUSES"		103 625,70
Foyer "les Caravelles"	58 143,38	
Foyer "l'ETOILE"		13 661,45
S.E.S.S.A.D. Montluçon		155 200,42
SAMSAH ARS Montluçon		62 277,24
SAMSAH CD Montluçon		20 509,32
ESAT MOULINS SOCIAL		242 991,75
ESAT YZEURE SOCIAL		201 696,73
IME CLAIREJOIE		70 979,29
IME LA CLARTE		201 325,64
SESSAD Moulins		40 523,26
FAM AUTISME CD		554,87
FAM AUTISME ARS		41 326,22
FAM INTERNAT		132 292,13
FAM EXTERNAT		39 014,08
FAM ARS		52 533,18
FOYER DES MURIERS INTERNAT		98 476,87
FOYER DES MURIERS EXTERNAT	7 172,67	
UPHV	53 683,46	
FOYER DE BERCY-ALOUETTES		115 402,07
SAVS MOULINS		51 917,00
SAMSAH ARS Moulins		42 119,25
SAMSAH CD Moulins	14 900,60	
LATELIER		58 122,99
<b>Résultat comptable de l'exercice</b>		<b>2 878 176,57</b>

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

## 6.2 Passage de résultat comptable au résultat administratif (gestion contrôlée)

Financiers - Etablissements	Résultat comptable	Reprise de résultats antérieurs	Reprise réserves	Résultat administratif
<b>A.R.S.</b>				
IME "Le Rocher Fleuri"	117 177,86			117 177,76
S.E.S.S.A.D. Montluçon	155 200,42			155 200,42
IME CLAIREJOIE	70 979,29			70 979,29
IME LA CLARTE	201 325,64		2 355,00	203 680,64
SESSAD Moulins	40 523,26			40 523,26
ESAT RIVE GAUCHE Social	2 311,64		24 904,13	27 215,77
ESAT "LES ECLUSES"	103 625,70			103 625,70
ESAT MOULINS SOCIAL	242 991,75			242 991,75
ESAT YZEURE SOCIAL	201 696,73			201 696,73
F.A.M. l'EGLANTINE ARS	- 54 713,48			- 54 713,48
FAM "Beau Regard" autisme ARS	52 533,18			52 533,18
FAM "Beau Regard" ARS	41 326,22			41 326,22
SAMSAH Moulins ARS	42 119,25			42 119,25
SAMSAH Montluçon ARS	62 277,24			62 277,24
<b>Conseil Départemental</b>				
S.A.V.S. Montluçon	48 499,63			48 499,63
S.A.F.	16 099,01			16 099,01
F.A.M. l'EGLANTINE CD03	- 69 106,15		8 268,27	- 60 837,88
SAJ "Aline GAUDET"	73 060,10			73 060,10
Foyer "les Caravelles"	-58 143,38	- 12 249,23	70 392,61	0,00
Foyer "l'ETOILE"	13 661,45	- 33 333,33	19 671,88	0,00
FAM AUTISME CD	554,87			554,87
FAM INTERNAT	132 292,13			132 292,13
FAM EXTERNAT	39 014,08			39 014,08
FOYER DES MURIERS INTERNAT	98 476,87			98 476,87
FOYER DES MURIERS EXTERNAT	- 7 172,67			- 7 172,67
UPHV	- 53 683,46	-28 975,72	27,00	- 82 632,18
FOYER DE BERCY-ALOUETTES	115 402,07	- 89 791,51		25 610,56
SAVS MOULINS	51 917,00			51 917,00
SAMSAH MOULINS CD	-14 900,60			-14 900,60
SAMSAH MONTLUÇON CD	20 509,32			20 509,32
LATELIER	58 122,99			58 122,99
<b>Résultat administratif de l'exercice</b>	<b>1 743 977,96</b>	<b>-164 349,79</b>	<b>125 618,89</b>	<b>1 705 247,06</b>

## **6.3 Produits du compte de résultat**

### **6.3.1 Cotisations sans contrepartie**

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

### **6.3.2 Ventes de biens et services**

Les ventes représentent le chiffre d'affaires des ESAT des secteurs de Moulins et Montluçon, des deux restaurants sur ces deux mêmes zones géographiques ainsi que de l'Atelier Protégé de Montluçon.

### **6.3.3 Produits de tiers financeurs**

#### **6.3.3.1 Concours publics**

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions. Il s'agit des dotations globales versées pour tous les établissements dépendants de l'A.R.S. ainsi que quelques autres établissements hors A.R.S. (S.A.V.S. ; SAMSAH Conseil Départemental et S.A.F)
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur. Ils sont comptabilisés en produit au compte « concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné. Il s'agit principalement des produits de tarification liés aux prix de journée.

#### **6.3.3.2 Subventions**

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la suspension ne peut être comptabilisée en produits.

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z



Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes privés de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération des prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.**

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « provisions pour risques et charges ».

Nature du concours ou de la subvention	A.R.S	Conseil Départemental	S.A.F. Croix Marine	Fonds d'Intervention Régional	Taxe Apprentissage	Autres
Concours publics	18 762 340,73	17 177 619,95	213 268,86	-	-	296 250,00
Subvention d'exploitation	-	-	-	50 532,00	1 540,42	5 419,44

### 6.3.3.3 Ressources liées à la générosité du public

Le poste legs et donations comprend :

- Des dons reçus lors des exercices précédents pour aider à l'achat de joëlettes pour la participation à un événement sportif (trail du Sancy). Le montant de 128.19 €, qui correspond au solde, a été repris cet exercice et apparaît en produit.

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

Annexe page 27

- Un don reçu antérieurement pour des actions de promotion de la santé mentale et qui n'a été utilisé que partiellement du fait de la COVID. (Santé mentale SISM). Un montant de 529 € a été repris cet exercice et le solde de 2 173.32 € devrait être consommé en 2025.
- Les dons à hauteur de 10 702,41 € comptabilisés en 2023 ont été repris cet exercice avec le déroulement de l'évènement sportif « GR30 ».
- Un don pour la construction d'un patio. Un montant de 192.40 € a été repris cet exercice et le reliquat de 384.80 € sera consommé les prochains exercices.

### **6.3.4 Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts**

#### **Reprises**

- Sur provisions d'exploitation :	79 851.92 €
- Sur créances :	80 755.93 €
- Sur stocks :	4 306,11 €
- Sur amortissements dérogatoires :	48 225.56 €

#### **Transferts**

- Sur charges d'exploitation :	71 858.68 €
- Sur charges sociales :	1 146 910.84 €

### **6.3.5 Utilisation des fonds dédiés**

- Sur immobilisations :	40 144.46 €
- Sur produits de tarification CRETON :	205 131.79 €
- Sur contributions financières d'autres organismes :	188 451.17 €

### **6.3.6 Autres produits**

- Les aides aux postes et compléments de rémunération :	5 984 075.08 €
- Les loyers :	11 640.00 €
- Remboursements UNIFAF :	44 959.58 €
- Produits de gestion courante :	40 715.01 €

### **6.4 Charges du compte de résultat**



#### **6.4.1 Achats de marchandises et variations des stocks**

Ces achats présentent cet exercice une stabilité du fait de la stabilisation des prix.

#### **6.4.2 Autres achats et charges externes**

Les charges sont en hausse du fait essentiellement des coûts énergétiques plus importants liés au nouveau contrat couvrant les années de 2024 à 2026 (+ 469 k€) ; des dépenses liées aux intérimaires du fait de recours à des remplacements plus importants (+ 207 k€) et des dépenses d'honoraires (+172 k€) pour la rémunération des cabinets sur des abattements de taxe sur salaires et de récupération de TVA.

#### **6.4.3 Impôts, taxes et versements assimilés**

La baisse correspond aux abattements obtenus sur la taxe sur salaires de 2024 (-183 k€) pour les ESAT de l'association.

#### **6.4.4 Salaires et traitements, charges sociales**

La progression de ces postes de dépenses correspond essentiellement d'une part à l'application du SEGUR de la santé pour la dernière partie des salariés exclus jusqu'alors (indemnité complémentaire brute de 238 € pour les services généraux et administratifs avec estimation + 450 k€) et d'autre part aux indemnités de préavis et de licenciement plus importantes (+144 k€).

#### **6.4.5 Dotations aux amortissements**

Les amortissements des actifs sont calculés en mode linéaire uniquement. Ils mettent en évidence une baisse des dotations de 239 k€.

#### **6.4.6 Autres charges**

Ne nécessite pas de commentaires particuliers

#### **6.4.7 Dotations aux provisions**

Les dotations aux provisions comprennent les provisions pour risques et charges (257 963.39 €) et les dépréciations des créances douteuses (76 823.11 €) et ne nécessitent pas de commentaires particuliers.

#### 6.4.8 Report en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières et exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à (l'utilisation des fonds pour) des projets définis.

- Fonds dédiés CRETON :	149 434.66 €
- Fonds dédiés CNR situation critique IME Clairejoie :	65 473.97 €
- Fonds dédiés don IME Clairejoie :	2 000.00 €
- Fonds dédiés FAM Eglantine ARS CNR QVT :	1 575.00 €
- Fonds dédiés foyer les Mûriers don assurance vie :	52 630.18 €
- Fonds dédiés ESAT Rive Gauche CNR prévention soins :	1 034,00 €
- Fonds dédiés foyer Caravelles don IUT vente roses :	4 670,00 €

#### 6.5 Résultat financier

Le résultat financier est un déficit de 67 275.05 € qui se décomposent ainsi :

- Intérêts sur emprunts :	- 412 548.91 €
- Charges bancaires diverses :	- 4 296.43 €
- Intérêts sur placement trésorerie :	+580 437.31 €
- Intérêts divers	+ 293.18 €
	<b>+163 885.15 €</b>

Les taux de rémunération des différents placements ont permis d'obtenir ce résultat.

#### 6.6 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est positif à hauteur de 942 394.31 €

Ce résultat inclus les produits de quote-part des subventions d'investissements pour 282 937.57 € et également les dotations et reprises d'amortissements dérogatoires (variation de + 25 666.87 €). A noter également des produits exceptionnels de 583 242 € correspondant à des demandes de régularisations pour les taxes sur salaires des ESAT de 2020 à 2023

## **6.7 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat ; mise à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie pas, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature. Les motifs de notre décision sont les suivants :

Les deux conditions suivantes devant être remplies ne le sont pas :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
- L'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

### **6.7.1 Autres informations sur le contenu de postes de bilan et du compte de résultat**

#### **6.7.1.1 Honoraires des commissaires aux comptes**

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	39 212

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

## **7. Informations relatives à la fiscalité**

### **7.1 Impôt sur les bénéfices**

Le montant de l'impôt sur les bénéfices s'élève à 64 719 €. Il correspond à une taxation de 24% sur les loyers encaissés sur l'exercice ainsi que sur des intérêts perçus et à une taxation de 10% sur les intérêts de comptes à terme.

## **8. Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants**

### **8.1 Informations relatives aux dirigeants**

En l'application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 267 423 € en 2024.

## **9. Informations relatives à l'effectif**

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

Catégorie	Personnel salarié
- Ouvriers / Employés	209
-TAM	368
- Cadres	51
<b>TOTAL</b>	<b>628</b>

## **10. Autre informations relatives aux opérations et engagements hors bilan**

### **10.1 Engagements financiers**

Au titre des emprunts contractés en 2015, des nantissements de comptes ont été établis pour 450 000 € auprès du Crédit Agricole, 585 000 auprès de la Caisse d'Epargne et 300 000 € auprès de la BPMC. Au titre de l'emprunt contracté pour le nouvel ESAT Rive Gauche, un nantissement complémentaire de 698 000 € a été établi auprès du Crédit Agricole.

Sur des emprunts contractés à la caisse d'épargne, les cautions suivantes ont été réalisées :

**CHD AUDIT - Auvergne-Rhône-Alpes**

Société à Responsabilité Limitée

40, av. du Général de Gaulle

03100 MONTLUÇON

Tél. 04 70 05 32 00 - Fax 04 70 05 19 93

SIRET 408 529 295 00029 - NAF 6920 Z

Annexe page 32

- Commune d'Avermes :	604 157.46 €
- Département de l'Allier :	1 814 376.37 €
- Commune d'Yzeure :	293 507.27 €
- Commune de Moulins :	251 309.02 €
- Commune de Montluçon :	513 940.00 €
- Crédit Foncier de France :	513 940.00 €
- CEGC :	402 771.64 €

L'association dispose d'un crédit de trésorerie au Crédit Agricole à hauteur de 12 000 000 €.

## **10.2 Engagements de retraites et avantages assimilés**

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 2 405 102 €.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivantes :

Taux d'actualisation :	3.40 %
Table de mortalité :	Table réglementaire TH/TF 00-02
Départ volontaire à :	64 ans
Taux de turn over :	1%
Le % des charges sociales	50%

Notre entité a provisionné dans ses comptes un total d'engagement de 801 942.64 € qui correspond aux personnes devant partir dans les 10 prochaines années. Ce montant est inclus dans la provision pour charges.

## **10.3 Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler

## **11. Informations relatives aux opérations de nature spécifique (informations optionnelles et conditionnées à la réalisation de l'opération)**

### **11.1 Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)**

Percevant des dons pour un montant inférieur à 153 k€, notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public.